



Conseil économique et social

Distr. limitée
9 avril 2012
Français
Original : anglais

Pour suite à donner

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Session annuelle de 2012

5-8 juin 2012

Point 5 a) de l'ordre du jour provisoire*

Projet de descriptif du programme de pays**

Bulgarie

Résumé

Le projet de descriptif de programme de pays pour la Bulgarie est présenté au Conseil d'administration pour examen et observations. Le Conseil est invité à approuver le budget indicatif global pour la période 2013-2017, qui sera financé par un prélèvement de 3 750 000 dollars sur les ressources ordinaires, dans la limite des fonds disponibles, et par un prélèvement de 12 500 000 dollars sur les autres ressources, sous réserve du versement de contributions à des fins spéciales.

* E/ICEF/2012/9.

** Conformément à la décision 2006/19 du Conseil d'administration, le présent document sera révisé et affiché sur le site Web de l'UNICEF, ainsi que le tableau récapitulatif des résultats, dans un délai de six semaines au plus tard après examen du projet lors de la deuxième session annuelle de 2012 du Conseil d'administration. Le projet révisé devra être ensuite approuvé par le Conseil d'administration à sa deuxième session ordinaire de 2012.



Données de base[†]

(2010, sauf indication contraire)

Nombre d'enfants (de moins de 18 ans, en millions).	1,3
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes).	13
Insuffisance pondérale modérée (pourcentage, modérée et grave)
(pourcentage, zones urbaines/rurales, catégories les plus pauvres/les plus riches)
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes 2008)	13 ^a
Taux de scolarisation dans l'enseignement primaire (pourcentage net, garçons/filles, 2009).	98/99
Élèves atteignant la dernière de scolarité dans le primaire (pourcentage, garçons/filles, 2008).	94
Utilisation de sources d'eau potable de meilleure qualité (en pourcentage) (2004).	100
Utilisation d'équipements sanitaires satisfaisants (pourcentage)	100
Taux de prévalence du VIH chez les adultes (pourcentage, (pourcentage, entre 15 et 49 ans hommes/femmes, 2009)	0.1
Enfants qui travaillent (pourcentage, entre 5 à 14 ans, garçons/filles).
Enregistrement des naissances (pourcentage, pour les moins de 5 ans)
Enregistrement des naissances (pourcentage, garçons/filles, zones urbaines/rurales, catégories les plus pauvres/les plus riches)
Revenu national brut (RNB) par habitant (dollars des États-Unis)	6 240
Enfants d'1 an ayant reçu les trois doses du vaccin combiné diphtérie/coqueluche/tétanos (DCT3) (pourcentage).	94
Enfants d'un an vaccinés contre la rougeole (en pourcentage)	97

[†] Des données nationales plus détaillées pour les enfants et les femmes sont disponibles sur le site www.childinfo.org.

^a L'estimation présentée dans le rapport de 2011 de TransMONEE est de 5 décès pour 100 000 naissances vivantes (2009). L'estimation de 13 décès pour 100 000 naissances vivantes a été effectuée par le Groupe interinstitutions pour les estimations en matière de mortalité maternelle (OMS, UNICEF, UNFPA, Banque mondiale et experts techniques indépendants), ajustée pour tenir compte des non-signalements et des erreurs de classification. Pour de plus amples renseignements, consultez le site www.childinfo.org/maternal_mortality.html.

Résumé de la situation des enfants et des femmes

1. En tant qu'État membre de l'Union européenne (UE) depuis 2007, la Bulgarie s'efforce de se rapprocher des normes de l'Union en ce qui concerne le développement socioéconomique et la cohésion. La Bulgarie participe à la définition des priorités en matière de politiques stratégiques et de cadres législatifs, qu'elle est tenue de respecter. Le Programme national de réformes pour la période 2011-2015 a pour objectif une croissance durable et l'inclusion sociale et ainsi correspond bien à la stratégie Europe 2020.

2. Le Gouvernement de la Bulgarie a fait des progrès importants sur la voie de la réforme et de la modernisation des soins et de l'aide à l'enfance, conformément aux recommandations de 2008 du Comité des droits de l'enfant et aux normes de l'UE,

et a adopté un ambitieux Programme national de réformes pour 2011-2015 dont le but est la croissance durable et l'inclusion sociale.

3. Le pays a été durement frappé par la récession économique mondiale et régionale, et fait donc preuve d'une discipline budgétaire plus stricte pour préserver sa stabilité macroéconomique. Si l'économie montre des signes encourageants, le revenu national brut par habitant a accusé une baisse¹, passant de 6 603 dollars en 2008 à 6 240 dollars en 2010. Le taux de chômage a presque doublé, pour atteindre 10,2 %², avec un taux de chômage des jeunes estimé à 21,8 %. On constate des inégalités entre hommes et femmes au travail, les femmes gagnant en moyenne 20 % de moins que les hommes. Pour soutenir les réformes indispensables du secteur public, le Gouvernement a accès aux fonds structurels de l'Union européenne, mais peine toujours à exploiter pleinement ces ressources.

4. En raison des mesures d'austérité, l'objectif du Gouvernement d'élever le niveau de vie à 60 % de la moyenne de l'Union d'ici 2020 a marqué le pas et la réalisation progressive des droits des enfants a été ralentie. Le régime de protection sociale est mis à rude épreuve, car les crédits budgétaires réservés à la protection sociale ont connu une contraction de 891 à 691 millions de leva bulgares entre 2009 et 2010³, tandis que simultanément le budget pour les allocations familiales diminuait de 24 %.

5. Il faut porter au crédit du Gouvernement le fait d'avoir en grande partie maintenu les fonds alloués aux services de protection de l'enfance et à l'insertion des enfants handicapés⁴, tout en ayant réduit de moitié les fonds pour l'aide sociale accordée en fonction des ressources. Grâce à une action concertée et à une hiérarchisation des priorités, le pays est parvenu à mieux défendre les droits des enfants. La preuve en est que le taux d'enfants placés dans des institutions a chuté de plus de 40 % pour une population de 100 000 enfants entre 2001 et 2010. Au cours des cinq dernières années, le nombre de familles d'accueil a été multiplié par 10⁵, et en 2010, pour la première fois, davantage d'enfants en situation de risque ont été placés en famille d'accueil qu'en institution, suite au renforcement des services de protection de l'enfance et au développement de nouveaux types de prise en charge. La ferme volonté du Gouvernement de réformer le système, soutenue par les conseils de l'UNICEF et les fonds structurels de l'UE, a joué un rôle important dans la réorientation des politiques et l'affectation des ressources. Néanmoins, la plupart des groupes désavantagés et minoritaires et des enfants issus de familles pauvres ont toutes chances d'être placés dans des institutions. Les enfants handicapés représentent encore 46 % du nombre total d'enfants placés en institution.

6. Des disparités considérables persistent entre les divers groupes de population du pays, qui compte 7,3 millions d'habitants, la majorité d'origine bulgare, avec deux minorités ethniques dominantes⁶ : les Turcs (8,8 %) et les Roms (4,9 %). Près

¹ www.databank.worldbank.org.

² Institut national de statistique.

³ Étude sur la gestion des finances publiques, Oxford Policy Management, 2009/2010.

⁴ Étude sur la gestion des finances publiques.

⁵ Office public pour la protection de l'enfance, www.sacp.government.bg.

⁶ Recensement de 2011, www.nsi.bg. Toutefois, selon les estimations de la Commission européenne réalisées dans le Cadre de l'UE pour les stratégies d'intégration des Roms, les Roms constituent 10 % de la population en Bulgarie.

de la moitié des enfants (44,6 %)⁷ est menacée de pauvreté et d'exclusion sociale. Alors que le taux global de pauvreté est de 20,7 %, la pauvreté touche les deux tiers (65 %)⁸ des familles qui ont trois enfants ou plus, roms pour la plupart. Les familles pauvres vivent dans des régions rurales reculées et dans les faubourgs des grandes villes, souvent dans des logements inadéquats. Dans les zones où est installée la population rom, 47 %⁹ des habitations ne possèdent pas d'installations d'assainissement satisfaisantes, par rapport à une moyenne nationale de 7 %.

7. Un nombre croissant d'enfants dont les parents n'ont pas d'assurance santé n'ont pas accès aux services de santé, et 12 % des enfants de moins de 3 ans n'ont pas de médecin référent¹⁰, bien que la gratuité des soins soit garantie par la loi. Dans l'ensemble, le taux de mortalité infantile est faible (9,4 décès pour 1 000 naissances vivantes), mais dans certaines régions du pays il est trois fois plus élevé et peut atteindre 28,4 pour 1 000¹¹. La situation est pire dans les zones où habitent les Roms; l'accès aux services de santé y est difficile et les parents et aidants familiaux sont en général peu instruits et peu capables d'élever des enfants. Dans ces lieux d'habitation l'alimentation est de mauvaise qualité et ne répond pas aux besoins nutritionnels des enfants. De surcroît, les conditions sanitaires n'y sont pas aux normes. La proportion d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale à la naissance a augmenté; elle était de 8,7 % en 2010¹². Le taux de prévalence du VIH/sida reste faible, même si on a enregistré une hausse annuelle de 20 % de nouveaux cas déclarés.

8. Malgré la mise en place d'une solide politique antidiscriminatoire, le droit de l'enfant à l'éducation est également marqué par des inégalités ethniques. Selon le recensement de 2011, 23,2 % des enfants roms ne sont pas scolarisés, contre 11,9 % dans la minorité turque et 5,6 % parmi les Bulgares de souche. Les filles roms en général abandonnent l'école plus précocement que les garçons. En moyenne, le taux d'inscription dans les établissements préscolaires à l'âge de 5 ans a atteint 80 %, tandis que le taux d'inscription dans le primaire (quatre premières années) a reculé et que le taux dans les classes supérieures (cinquième à huitième année) n'était que de 80,6 % pour l'année scolaire 2010-2011¹³. Le Gouvernement a pris des mesures en faveur de l'insertion des enfants handicapés dans le système éducatif traditionnel et s'est engagé à en prendre d'autres pour améliorer l'insertion et ses effets. La qualité générale de l'enseignement mérite une attention particulière, car la dernière enquête du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA¹⁴) a indiqué que plus de 40 % des élèves bulgares de troisième étaient fonctionnellement analphabètes. De même, une personne sur cinq entre 20 et 29 ans est fonctionnellement analphabète¹⁵.

9. La Bulgarie a prouvé qu'il était possible de transformer l'administration publique en un laps de temps relativement bref : la récente expérience de fermeture des institutions de placement a montré qu'on peut trouver une solution à la pénurie

⁷ Eurostat, 2011.

⁸ Analyse de situation de l'UNICEF, 2011.

⁹ Recensement de 2011, www.nsi.bg.

¹⁰ Fonds national d'assurance santé, www.nhif.bg.

¹¹ Analyse de situation de l'UNICEF, 2011.

¹² Institut national de la statistique, 2011.

¹³ Institut national de la statistique, 2011.

¹⁴ <http://stats.oecd.org/PISA2009Profiles/#>.

¹⁵ Selon le recensement de 2011.

de moyens et de ressources pour la fourniture de services aux enfants exclus. Ce succès a en effet permis de tirer des leçons qui peuvent être diffusées dans la région et dans le monde.

10. D'autres progrès vers la concrétisation des droits de l'enfant sont en vue, et supposent de s'attaquer aux causes profondes des violations des droits des enfants résultant de la pauvreté structurelle, des comportements courants et des normes sociales. À cette fin, les observations finales formulées par le Comité des droits de l'enfant en 2008 font ressortir la nécessité de recueillir systématiquement et d'analyser les données désagrégées. Ce peut être accompli si l'on crée un organisme indépendant chargé de faire observer les droits des enfants et si l'on donne plus de poids au Bureau du médiateur, qui s'articulera avec l'Office public pour la protection de l'enfance, au sein du Ministère du travail et des affaires sociales. L'Office est le principal organisme assurant le suivi des droits de l'enfance dans le pays. Les organisations de la société civile aussi doivent continuer à être en mesure d'évaluer et de promouvoir les droits de l'enfant au-delà des domaines spécifiques qui focalisent déjà l'attention, tels que le problème des enfants maltraités et des enfants privés de liberté. Il importe que ces initiatives soient systématiques et portent sur les multiples problèmes liés aux droits de l'enfant. Le Réseau national pour les enfants, qui vient de voir le jour et qui rassemble plus de 100 organisations de la société civile, est en passe de devenir un acteur important dans l'élaboration de politiques adaptées aux besoins des enfants.

11. Pour ce qui est des situations d'urgence, les risques d'inondations et de tremblements de terre sont limités en Bulgarie.

Principaux résultats obtenus et enseignements tirés des stratégies de coopération antérieures, 2010-2012

Principaux résultats obtenus

12. Le partenariat national entre l'UNICEF et le Gouvernement bulgare pour la période 2010-2012 a eu pour objet l'intégration sociale des enfants et des familles les plus vulnérables et a cherché à mobiliser au niveau national des appuis et ressources diversifiés de sorte que les droits des enfants se traduisent peu à peu dans les faits.

13. La principale priorité du partenariat au cours de cette période était d'accompagner la réforme en profondeur du système de soins aux enfants mise en chantier par le Gouvernement en 2000. Le partenariat a conduit, comme on l'a dit plus haut, à une réduction de 40 % du nombre d'enfants placés en institutions. L'UNICEF a prodigué des conseils sur les choix politiques et proposé des innovations pour renforcer les capacités de l'administration à gérer le nouveau système. Des campagnes de sensibilisation du public à l'échelle nationale et locale, notamment dans les médias, ont permis de créer un environnement propice au retrait des enfants des institutions. Des investissements relativement modestes dans la modélisation de services novateurs à l'intention des enfants placés dans des institutions ont débouché sur des alternatives en matière de soins aux enfants et d'aide aux familles. Ceci a inspiré les politiques gouvernementales, notamment la stratégie et le plan d'action national intitulé « Perspectives pour un retrait des enfants des institutions », adopté en 2011 et couvrant la période allant jusqu'en 2025, et a permis d'obtenir un soutien financier appréciable des fonds structurels de

l'Union européenne. Il est prévu qu'un montant de 147 millions de dollars des fonds structurels soit réservé à la stratégie et au plan d'action pour la mise en œuvre de cinq grands programmes destinés à retirer les enfants des institutions et à renforcer le régime de protection sociale.

14. Le partenariat national a consolidé les capacités des gouvernements régionaux et locaux à planifier et à fournir des services sociaux aux groupes vulnérables, ce qui a contribué à une plus grande efficacité des gouvernements locaux à évaluer les besoins des groupes les plus vulnérables et à une meilleure utilisation des ressources. Les nouvelles méthodes de planification, transposées à 28 régions de Bulgarie en 2010 après avoir été appliquées dans trois régions en 2009, continuent à être employées avec l'appui des fonds européens, ce qui s'est traduit par la loi sur l'aide sociale. De plus, des alliances avec les organisations non gouvernementales et la société civile ont amené la société civile à militer davantage pour les droits des enfants en Bulgarie.

15. L'UNICEF a réussi à accentuer l'intérêt de la Bulgarie pour les problèmes des enfants au niveau mondial. Selon une enquête internationale Gallup de 2009, l'UNICEF est perçue comme une organisation crédible travaillant aussi bien à l'échelle nationale que mondiale, et de ce fait se trouve bien placée pour susciter la solidarité avec les enfants désavantagés, en Bulgarie et dans le monde. On a pu le voir en 2010 lorsque la population a donné plus d'1 million de dollars pour les enfants de Haïti, et presque la même somme pour la mise en place en Bulgarie de soins pour jeunes enfants s'inscrivant dans une optique familiale.

Enseignements tirés

16. L'un des enseignements fondamentaux qu'ont tiré les acteurs concernés lors de l'examen à mi-parcours du partenariat national est qu'en dépit de la détermination du Gouvernement et de stratégies et politiques bien pensées, auxquelles s'ajoutent des financements de l'Union et de bonnes pratiques, l'initiative destinée à effectuer des changements systémiques salutaires pour la situation des enfants est encore fragile. Des conseils et un soutien à long terme sont nécessaires si l'on souhaite triompher des blocages restants. Parmi ceux-ci on peut citer la faible capacité des responsables à intervenir préventivement à l'échelon local, en particulier dans les communautés les plus marginalisées; les faibles synergies entre services sociaux et assistance financière; des mécanismes de surveillance inefficaces; et la résistance au changement qui perdure. Les cinq prochaines années seront décisives pour la consolidation des acquis de la réforme du secteur social et pour l'obtention de résultats prometteurs pour les enfants. L'objectif sera de modifier le système pour passer de la réaction aux violations des droits de l'enfant à la prévention des risques et au soutien des familles. L'évolution des normes sociales et des comportements, ainsi que l'attitude des usagers, seront cruciales si l'on veut augmenter la demande et la prestation de nouveaux services. Il sera tout aussi important d'accroître les financements destinés aux programmes sociaux et d'en tirer le meilleur profit pour les enfants bulgares.

17. Une étude des crédits budgétaires alloués aux services sociaux, réalisée dans le cadre de l'analyse de la gestion des finances publiques en 2009-2010, ainsi que l'analyse des budgets des institutions pour les enfants de moins de 3 ans, réalisée conjointement par le Ministère de la santé, le Ministère des finances et l'UNICEF, évoquent toutes deux la nécessité d'améliorer l'impact en termes d'équité du

financement des services publics. Certes des fonds sont disponibles, mais des dispositifs supplémentaires s'imposent pour que ces fonds soient redistribués avec plus de souplesse vers les nouveaux services axés sur les besoins des enfants exclus. Il convient de poursuivre et d'étendre les processus budgétaires favorables à l'enfance et à l'égalité.

18. L'examen à mi-parcours du partenariat national a mis en évidence l'un des atouts majeurs de l'UNICEF en Bulgarie : son approche intégrée qui allie activités de plaidoyer, communication en faveur du développement et collecte de fonds privés. Cela a permis de pousser des réformes sociales d'ensemble en faveur des enfants et de faire prendre conscience à l'opinion publique des injustices et de sa responsabilité dans les remèdes à apporter. Des campagnes médiatiques nationales attirant l'attention du public sur certaines questions liées aux droits des enfants ont lancé le débat autour de la nécessité pour le secteur social étatique d'élaborer de nouvelles politiques et de changer d'attitude. Une coopération étroite avec l'un des grands réseaux médiatiques du pays a permis véritablement à l'UNICEF de stimuler le dialogue national en faveur de réformes dans le secteur public. On a remarqué que la composante axée sur la mobilisation des ressources, qui fait une large place aux activités de sensibilisation, dynamisait la participation volontariste et l'engagement d'une multitude de personnes. Les partenaires attendent de l'UNICEF qu'il continue à conjuguer les rôles, mais qu'il facilite aussi l'échange des connaissances dans tous les pays, dans les régions et dans le monde. Ceci est jugé comme étant la contribution irremplaçable de l'UNICEF, notamment pour une nouvelle forme d'engagement en Bulgarie, davantage tournée vers l'avenir.

Cadre de coopération, 2013-2017

Tableau budgétaire récapitulatif

<i>Domaine de coopération</i>	<i>(En milliers de dollars des États-Unis)</i>		
	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	Total
Égalité et intégration sociale des enfants	1 500	7 000	8 500
Alliances et capacités nationales de suivi de l'application des droits de l'enfant	1 500	5 000	6 500
Intersectoriel	750	500	1 250
Total	3 750	12 500	16 250

Élaboration du programme

19. Le document à l'étude relatif à un partenariat national de cinq ans a été mis au point en étroite liaison avec les organismes gouvernementaux, les ONG et les organismes des Nations Unies présents en Bulgarie. Il s'appuie sur les données et informations recueillies au sujet des enfants défavorisés à travers l'analyse de la situation des enfants et des femmes en 2011. Les domaines de coopération ont été sélectionnés sur la base des recommandations émises lors de l'examen à mi-parcours du partenariat national pour la période 2010-2012, qui a eu lieu en octobre 2011. L'examen a souligné que le point de vue sur le rôle de l'UNICEF dans le pays

était partagé et procédait de l'aspiration de la Bulgarie à apporter sa pierre à l'expérience régionale et mondiale sur l'insertion et l'égalité, et de la position unique de l'UNICEF, qui centralise les pratiques optimales à l'échelon international dans le domaine des droits de l'enfant au développement et à la protection.

Composantes du partenariat national, résultats escomptés et stratégies utilisées

20. La principale stratégie de ce partenariat est de renforcer les capacités nationales à l'intégration sociale et à la réduction de la pauvreté infantile, pour traduire dans la réalité le droit de tous les enfants au même accès à l'éducation, à la santé et à la protection et améliorer les mécanismes de suivi de l'application des droits de l'enfant. La démarche fondée sur les droits de l'homme est le principe normatif de base qui sera appliqué dans tous les secteurs. Au centre des préoccupations se trouveront les enfants et les familles les plus vulnérables, et les innovations découlant de cette collaboration de cinq ans devraient permettre de faire fructifier les fonds structurels de l'UE et d'autres fonds sociaux de sorte qu'ils bénéficient directement aux enfants les plus défavorisés et facilitent l'établissement de rapports périodiques sur les processus d'admission dans l'Union. La coopération renforcera les partenariats multiformes avec la société civile, les entreprises et les médias, et assurera un cadre de responsabilité sociale pour les entreprises de manière à mobiliser les appuis et les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs locaux, nationaux et mondiaux relatifs à l'enfance.

Domaines de coopération

21. **Égalité et intégration sociale des enfants.** À l'appui des efforts du Gouvernement pour poursuivre sur le chemin de la participation sans exclusive que décrit la stratégie Europe 2020 de l'UE, cette composante sera utile pour le développement de politiques et la mise en œuvre de pratiques novatrices s'attachant aux enfants les plus défavorisés: les enfants vivant dans des institutions ou susceptibles d'y être placés; les enfants vivant dans la misère, en particulier les enfants issus de groupes ethniques minoritaires; les enfants handicapés; les enfants, notamment les filles, qui quittent l'école avant d'avoir accompli les années de scolarité obligatoire; les enfants ayant eu des difficultés avec la justice; et les adolescents non scolarisés et sans travail.

22. Cette composante du partenariat Bulgarie-UNICEF permettra d'offrir à un plus grand nombre d'enfants de familles exclues et pauvres un égal accès à l'éducation et à l'aide sociale. Ce sera possible si l'on obtient les résultats suivants : a) une augmentation du nombre d'enfants privés de soins qui bénéficieront de services d'aide aux familles prêtant une attention particulière aux enfants de familles pauvres, aux enfants handicapés et aux enfants de moins de 3 ans; ainsi qu'une diminution notable du nombre d'enfants en institution et des fermetures supplémentaires d'institutions; b) un plus grand nombre de jeunes enfants, ainsi que leurs parents, surtout dans les communautés roms marginalisées, qui profiteront des politiques intersectorielles et des services nouveaux, ouverts à tous, pour le développement de la petite enfance, par exemple les soins pour les jeunes enfants et l'éducation préscolaire; c) une hausse du nombre d'enfants fréquentant l'école obligatoire, alliée à une baisse du nombre d'adolescents en situation de décrochage scolaire, en particulier les filles roms, et une meilleure insertion des enfants handicapés et des enfants issus de groupes minoritaires dans le système éducatif;

d) une réduction du nombre d'enfants privés de liberté car ayant eu maille à partir avec la loi; et e) un accès plus aisé pour les adolescents sortis de l'école sans qualification professionnelle à de nouveaux services proposant "une seconde chance en matière d'éducation et de développement", programme qui sera mis au point avec leur participation active.

23. Le partenariat tentera d'assurer l'équité sur le plan social en privilégiant les enfants actuellement exclus qui peuvent difficilement bénéficier des services de base tels que soins de santé, éducation et assistance. Les démarches adoptées auront pour but de : a) renforcer les capacités institutionnelles en modélisant des méthodes originales, notamment en communiquant sur le développement, ce qui permettra de s'attaquer aux pratiques néfastes et d'augmenter la demande de services, b) proposer de nouveaux services qui s'adressent directement aux familles et aux enfants les plus marginalisés, et c) améliorer le soutien juridique et financier pour la mise en œuvre des politiques et des services existants et nouveaux. L'accent sera mis sur les interventions au niveau de la gouvernance locale par la consolidation des capacités et des responsabilités des régions, des municipalités et des prestataires de services locaux pour répondre aux besoins des enfants. Ces actions seront complétées au niveau central par une coordination intersectorielle permettant de veiller à ce que les modèles de fonctionnement se reflètent dans les choix politiques, les réglementations et les crédits budgétaires.

24. Le partenariat mettra à profit les meilleures compétences présentes dans le pays, en Europe et dans le monde pour élaborer des politiques et des règles universelles, et pour agir en fonction des besoins locaux spécifiques. Il sera assorti de critères et d'actions destinés à faire progresser la stratégie dans laquelle la Bulgarie est déjà bien engagée pour retirer les enfants des établissements où ils sont placés. Cela suppose notamment de prendre les mesures suivantes : mettre à la disposition des familles exposées une gamme complète de services de prévention et d'aide; établir et appliquer des stratégies décentralisées pour le développement du jeune enfant qui encouragent une pédagogie parentale avisée et assignent aux systèmes de santé, d'assistance et d'éducation la responsabilité de tendre la main aux familles les plus marginalisées; promouvoir énergiquement la scolarisation et la prévention pour les enfants qui quittent l'école avant d'avoir terminé leur scolarité obligatoire, et offrir à ces enfants une "seconde chance"; améliorer le suivi de la qualité de l'enseignement et de son caractère intégrateur; instaurer une coopération intersectorielle et de nouveaux services pour les enfants en délicatesse avec la justice.

25. En association avec les autorités locales à la hauteur de leurs besoins, dans trois régions qui comptent un grand nombre de Roms et de minorités ethniques, le partenariat développera et testera des "technologies sociales" permettant de fournir des services de qualité qui tiennent compte des particularités culturelles dans les milieux les plus déshérités afin de faire prévaloir les droits relatifs à la santé de l'enfant, à l'éducation, au développement et à la protection. Ces démarches et services audacieux pourraient servir de modèle à d'autres pays. Ils constitueront un ensemble d'actions à partir duquel on pourra établir une coopération horizontale dans la région et enrichir l'expérience mondiale en faisant connaître les stratégies efficaces et égalitaires qui permettent d'offrir des services aux enfants exclus.

26. Alliances et capacités nationales de suivi de l'application des droits de l'enfant. Cette composante du partenariat national vient à l'appui et en complément

des efforts que déploie le Gouvernement pour renforcer les capacités du pays à évaluer de façon systématique et exhaustive les résultats des politiques et des règles en matière d'équité et d'inclusion sociale. En outre, cela permettra de mobiliser le soutien et la collaboration des secteurs public et privé dont l'alliance conduira à l'égalité pour les enfants et au développement, en Bulgarie et dans le monde entier, d'un programme "post-objectifs du Millénaire pour le développement" centré sur les enfants. Cela devrait également générer des ressources supplémentaires pour les enfants et créer un environnement social tel que le pays jouerait un rôle plus important dans les initiatives mondiales en faveur des enfants. En utilisant au mieux la présence mondiale et régionale de l'UNICEF, cette composante amplifiera le partage des connaissances et du savoir-faire de la Bulgarie.

27. L'objectif d'ensemble est de supprimer les derniers obstacles à l'évaluation systématique des carences qui subsistent et empêchent d'aboutir à l'égalité de tous les enfants dans le domaine de la santé et du développement, de sorte que les dispositifs de surveillance des droits de l'enfant et les mécanismes actuels qui en assurent la garantie puissent donner la pleine mesure de leur efficacité. Cette composante permettra à une alliance nationale pour les enfants (comprenant le Gouvernement, la communauté internationale, la société civile, le secteur privé et les médias) de mobiliser les énergies, les capacités et les ressources pour faire progresser sensiblement les droits des enfants et des jeunes Bulgares. Les résultats escomptés sont les suivants : a) davantage de données désagrégées sur les enfants, collectées systématiquement, mettant en évidence et en commun les bonnes pratiques, ainsi que des informations fiables sur les violations des droits des enfants; b) un système robuste et indépendant, doté de la capacité et la responsabilité de défendre les droits de l'enfant, de mesurer régulièrement les répercussions des politiques publiques sur les enfants exclus et marginalisés, et de faire en sorte que les enfants et leurs représentants aient accès à des mécanismes de dépôt de plainte performants; et c) des « observatoires » pour surveiller la situation des enfants dans les zones les plus défavorisées du pays par le biais de partenariats public-privé.

28. Pour vaincre les obstacles à l'intégration sociale il faudra également renforcer les modèles sociaux de solidarité avec les enfants et les familles qui vivent dans des conditions difficiles, le respect des cultures et de la diversité. Cela donnera naissance à un nouveau système de valeurs pour les enfants, qui se mesurera à l'aune des éléments suivants : a) une meilleure compréhension des droits de l'enfant et la capacité des médias à détecter les violations de ces droits, par l'intérêt porté aux enfants; b) des enfants et des adolescents mieux informés et plus concernés, ainsi que la garantie que leur voix soit entendue; c) des entreprises et des médias qui adoptent systématiquement les principes (notamment les principes éthiques du journalisme) visant à protéger et à défendre la cause des enfants et qui nouent des alliances pour soutenir les enfants; d) un réseau de municipalités soucieuses du bien-être des enfants et plaidant ardemment pour des politiques favorables à l'enfance au niveau local; e) un ensemble de bonnes pratiques et de compétences particulières provenant de Bulgarie mises à la disposition d'autres pays confrontés aux mêmes défis; et f) une opinion publique qui apprécie et soutienne les initiatives en faveur des enfants exclus, tant en Bulgarie que dans d'autres pays.

29. Les stratégies destinées à éliminer les entraves à l'égalité et à l'inclusion porteront essentiellement sur l'accompagnement des réformes du secteur public en cours et augmenteront les capacités des institutions nationales à: recueillir des données sûres et désagrégées sur les enfants et la carte des inégalités, gérer les

connaissances et faciliter l'échange de pratiques et de modes de fonctionnement innovants par-delà les frontières; suivre régulièrement et rendre compte de l'incidence des politiques, des réglementations et des décisions budgétaires sur les enfants exclus; et mettre en place des procédures systématiques pour épauler les anciens et nouveaux organes chargés de la surveillance de l'application des droits de l'enfance et des mécanismes de réparation.

30. Pour venir à bout des obstacles à l'intégration, il faudra ne pas cesser de communiquer au sujet des démarches de développement. Celles-ci impliqueront le grand public, les experts et les collectivités locales pour essayer d'influer sur les pratiques habituelles et les normes sociales pernicieuses et de modifier les attitudes, les comportements et les opinions vis-à-vis des Roms et des autres minorités et catégories exclues, telles que les enfants handicapés et les enfants placés en institution. Il s'agira aussi d'inciter l'administration, les organisations de la société civile et les médias à déceler et signaler les violations des droits de l'enfant, à défendre et suivre la mise en œuvre de ces droits, et à énoncer des positions communes sur les principales questions liées à la promotion et à l'application des droits de l'enfant; de forger des alliances avec le secteur des entreprises, les médias et des personnalités éminentes afin de bâtir une société plus socialement responsable et équitable; et de travailler avec les organismes gouvernementaux compétents et les gouvernements locaux pour créer des occasions sérieuses et des dispositifs pour que les enfants et les adolescents et adolescentes puissent prendre des décisions concernant leur vie.

31. Cette composante fera appel au public, aux médias et aux entreprises afin qu'ils se rangent aux côtés des enfants de Bulgarie et d'autres régions du monde. L'utilisation de méthodes inédites pour mobiliser des ressources permettra de dégager des revenus diversifiés et démultipliés qui subventionneront les actions de l'UNICEF en Bulgarie, les situations d'urgence dans le monde et l'UNICEF. Des activités concertées avec des partenaires constitueront une stratégie clef. Elles seront étayées par des campagnes de communication et de mobilisation des ressources insistant sur la communication pour le développement et des appels publics pour promouvoir les domaines prioritaires relatifs aux droits et au bien-être des enfants en Bulgarie et pour sensibiliser aux situations d'urgence dans le monde. D'autre part, ces initiatives aideront à la création d'une solide base de sympathisants et de réseaux sociaux.

32. **Composante intersectorielle.** Cette composante financera d'importantes fonctions du bureau, comme le suivi et l'évaluation, ainsi que les dépenses de fonctionnement, dont les charges et les voyages, l'appui administratif et les autres dépenses liées au personnel.

Liens avec les priorités nationales

33. Ce partenariat national a été mis en place pour servir les priorités du pays. Parmi celles-ci on peut citer : a) le Programme national de réformes (2011-2015) et son Plan d'action, qui présentent les politiques d'insertion et de réduction de la pauvreté comme les objectifs centraux de la politique générale du Gouvernement; b) la Stratégie nationale en faveur de l'enfant, 2008-2018, qui fixe les principaux objectifs visant à accentuer l'intégration sociale et la réduction de la pauvreté infantile, à garantir l'égalité d'accès à l'éducation et aux soins et à encourager la participation des enfants, dans l'intention d'améliorer les compétences et

responsabilités parentales et l'aide aux familles; c) la stratégie nationale "Perspectives pour un retrait des enfants des institutions en Bulgarie", qui définit les engagements précis du Gouvernement et ses projets de réforme du régime de soins et de protection de l'enfance dans l'intérêt supérieur de l'enfant, qui passera par une meilleure assistance aux familles et aux enfants et des programmes de prévention pour lutter contre l'abandon et l'exclusion; et d) la Stratégie nationale pour l'intégration des Roms, 2012-2018, qui établit clairement les priorités des secteurs principaux que sont la santé et l'éducation pour les Roms et les autres minorités, et prévoit des mesures pour réduire la vulnérabilité des catégories les plus démunies.

34. Même si la Bulgarie n'a pas de Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, elle coopère de façon satisfaisante avec les autres organismes des Nations Unies représentés dans le pays, comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

Liens avec les priorités internationales

35. Les domaines de partenariat qui ont été proposés s'inscrivent dans le droit fil de la stratégie Europe 2020, le Programme de l'Union européenne pour les droits de l'enfant et le Cadre de l'UE pour les stratégies nationales d'intégration des Roms, adopté en 2011, qui appelle les États membres à adopter ou à développer plus avant une démarche globale pour l'intégration des Roms. Les stratégies nationales devraient fixer des objectifs nationaux réalistes et réalisables dans quatre domaines fondamentaux (emploi, éducation, logement et santé) et consacrer à l'intégration des Roms des fonds suffisants prélevés sur les budgets nationaux et complétés par des financements internationaux ou européens.

36. La stratégie de croissance de l'Union européenne pour les 10 ans à venir offre manifestement l'occasion de valoriser les investissements et les actions pour le bénéfice des groupes les plus vulnérables, puisqu'elle vise à créer une économie intelligente, durable et solidaire, caractérisée par des taux élevés d'emploi, de productivité et de cohésion sociale. L'éducation et l'intégration sociale y occupent une place primordiale.

37. Par ailleurs, le projet de partenariat permettra de donner suite aux observations finales du Comité des droits de l'enfant de 2008. Ce dernier préconise la pleine intégration des minorités dans la société bulgare, une plus grande aide aux familles qui ont des enfants, en particulier celles qui vivent dans le dénuement et celles qui s'occupent d'enfants handicapés, ainsi que la mise au point d'une stratégie systématique de sensibilisation du public au droit de l'enfant à exprimer son point de vue et à être entendu. Le partenariat fera également avancer la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des dispositions pertinentes de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

38. La Bulgarie cherche à accroître sa contribution financière à l'aide publique au développement afin de soutenir les programmes de développement. Le partenariat envisagé avec l'UNICEF aura aussi pour finalité de pousser la Bulgarie à aider les enfants dans le monde.

Principaux partenariats

39. La visée stratégique du partenariat Bulgarie-UNICEF est d'augmenter le potentiel des acteurs clefs du pays à se faire les champions de l'insertion sociale et des droits de l'enfance. Il sera essentiel de consolider les alliances actuelles et d'en construire de nouvelles. Les principaux partenaires nationaux pour la mise en pratique de la composante axée sur l'égalité et l'intégration sociale sont les Ministères des affaires étrangères, du travail et des affaires sociales, de l'éducation et de la science, de la santé, des finances, de l'intérieur, du développement régional, et de la justice; le Conseil des ministres, l'Office public pour la protection de l'enfance; l'Office d'aide sociale; le Parlement; et les gouvernements locaux.

40. La composante axée sur les alliances et les capacités nationales rehaussera l'efficacité du partenariat avec les Ministères et les institutions mentionnés ci-dessus. Par ailleurs, elle requiert des relations plus étroites avec le Bureau du médiateur pour renforcer le suivi indépendant et avec l'Institut national de la statistique pour recueillir des informations fiables et désagrégées. L'Association nationale des municipalités permettra d'affermir les partenariats avec les gouvernements locaux.

41. Les alliances avec la société civile, les organisations de la société civile, les représentants des enfants, les médias au niveau national et local, aussi bien que le secteur privé, seront essentielles pour inciter la société à s'engager activement dans la défense de la réalisation progressive des droits de l'enfance. La collaboration déjà en place avec les instituts de recherche et de science, les universités et les centres d'élaboration et d'analyse des politiques sera étendue, avec l'intention de formuler des politiques fondées sur l'observation des faits, ce qui permettra de mieux planifier et d'obtenir des résultats concrets pour les enfants.

42. Une coopération resserrée avec la Commission européenne et la Banque mondiale se poursuivra dans le domaine de l'inclusion sociale et de la pauvreté infantile, tandis que les organismes des Nations Unies représentés dans le pays (OMS, FNUAP, et HCR) seront sollicités pour la promotion de la santé et la préparation aux catastrophes naturelles comme les inondations ou les tremblements de terre.

Modalités de suivi, d'évaluation et de coopération

43. Le suivi du partenariat se fera sous forme d'examens annuels communs et de bilans semestriels réalisés en fonction de certains critères et indicateurs de progrès. Les examens contiendront des données de première importance, des informations et des évaluations. Des points de référence seront établis dans chaque domaine de coopération important et les résultats obtenus seront mesurés par des indicateurs clefs. Parmi ceux-ci figureront le nombre d'enfants de moins de 3 ans placés en institution, avec le détail du profil des enfants, et dans les zones les plus déshéritées : le pourcentage de gouvernements locaux dispensant des services innovants pour le développement de la petite enfance et des conseils sur le travail de parent, ainsi que le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire pour les garçons et les filles. Cela s'accompagnera nécessairement d'une analyse des capacités des instances chargées des droits de l'homme et une évaluation du cadre normatif pour les droits de l'enfant, ainsi que des entretiens avec les adolescents sur les stratégies et les choix gouvernementaux.

44. Avec le concours de l'Institut national de la statistique, la collecte et l'analyse de données désagrégées sera améliorée et comblera les lacunes en matière d'information, de façon à ce que les politiques et les stratégies soient conçues à partir d'éléments concrets. En 2013 aura lieu une évaluation indépendante de l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant, dans le cadre de la présentation régulière de rapports de l'État au Comité des droits de l'enfant.

45. Le Ministère des affaires étrangères et le Ministère du travail et des affaires sociales se verront confier la responsabilité globale de la coordination de la coopération pour la Bulgarie.
